



Nigéria : les méfaits de la *democracy*

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE** 2019/2 Été , PAGES 25 À 36

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9791037300027

DOI 10.3917/pe.192.0025

Date de mise en ligne : 05/06/2019

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2019-2-page-25?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Nigéria : les méfaits de la *democracy*

Par **Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

Marc-Antoine Pérouse de Montclos est directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (Paris), et *Global Fellow* au Peace Research Institute (Oslo).

Lors du scrutin de février 2019, le président sortant, Muhammadu Buhari, a été réélu. Si une alternance peut avoir lieu à la tête de l'État, la démocratie nigériane ne s'en porte pas bien pour autant. Les milieux politiques sont gangrenés par la corruption. Les dirigeants successifs se révèlent incapables de créer de la cohésion nationale et d'assurer la sécurité dans certaines zones. Boko Haram est loin d'avoir été vaincu et agit comme un révélateur des faiblesses de l'État.

politique étrangère

Les élections de février 2019 au Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique, n'ont guère soulevé d'enthousiasme. En effet, elles ont opposé deux purs produits du système : l'un, le président sortant Muhammadu Buhari, qui fut d'abord dictateur militaire en 1984-1985 et qui s'est présenté sous les couleurs de l'All Progressive Congress (APC) ; l'autre, Atiku Abubakar, qui avait participé à la fondation du People's Democratic Party (PDP) et qui a été vice-président du Nigéria entre 1999 et 2007. Alors que la majorité de la population a moins de 30 ans, ces vieux routiers de la politique, tous deux musulmans originaires du Nord, n'étaient guère en mesure d'incarner le moindre espoir de changement dans un pays gangrené par la corruption, ravagé par la pauvreté, et réputé pour sa violence. Comme d'habitude, l'organisation des élections a suscité de nombreuses tensions et des accusations de fraudes... avant d'aboutir, cette fois, à la victoire contestée de Muhammadu Buhari.

À première vue, le Nigéria paraît certes plus démocratique et dynamique que les régimes fossilisés de pays voisins comme le Cameroun ou le Tchad, dont les présidents sont au pouvoir depuis respectivement 1982 et 1990. Le fonctionnement politique de la première puissance économique, démographique et militaire d'Afrique de l'Ouest ne se caractérise pas moins par un affairisme effréné, une appropriation privée du domaine public de l'État, et des pratiques de gouvernance mafieuses. Depuis la fin

de la dictature militaire et l'instauration d'une IV^e République en 1999, les Nigériens préfèrent d'ailleurs parler de « régime civil » plutôt que de « démocratie ». Non sans humour, certains ironisent ainsi sur les méfaits de la *democracy*¹.

De fait, la fraude électorale est une vieille histoire au Nigéria. L'achat de votes y répond en effet à un système clientéliste où les électeurs ont aussi leur mot à dire. Dès avant l'indépendance de 1960, la suffragette Funmilayo Ransome-Kuti (1900-1978), mère du fameux musicien Fela, se plaignait par exemple de ce que certains citoyens demandaient à être payés pour aller voter, arguant que les candidats élus allaient quant à eux toucher des primes de 300 livres par an². Entre deux coups d'État militaires, les accusations de fraude ont perduré sous les quatre républiques qui ont ponctué la vie politique du Nigéria. Les scrutins organisés depuis 1999 n'y ont pas échappé. En 2007 en particulier, Umaru Yar' Adua a été élu président alors que, selon les estimations, à peine 20 % des électeurs avaient pris la peine de se rendre aux urnes. À l'époque, son investiture fut d'ailleurs boycottée par les dignitaires étrangers. Le camouflet fut tel qu'il aurait poussé son successeur à nommer un homme intègre à la tête de la Commission électorale : ce dernier supervisa alors le scrutin démocratique qui, en 2015, conduisit à l'élection du chef de file de l'opposition Muhammadu Buhari, et à un changement de gouvernement autrement que par le coup d'État ou l'assassinat – une première depuis l'indépendance.

Un pays tiraillé par la force des identités régionales

Les problèmes qui affectent le géant de l'Afrique tiennent non seulement à des défauts de gouvernance et à des dysfonctionnements administratifs, mais aussi aux différentiels de développement d'une région à l'autre, de pair avec la faiblesse du sentiment d'appartenance à un État-nation. En l'absence d'idéologies et de véritables programmes politiques, les formations en compétition lors des élections évoquent plutôt des coquilles vides sur la base d'alliances régionales fluctuantes et plus ou moins versatiles suivant les intérêts du moment, dans chacun des 36 États de la fédération. Historiquement, le Nigéria n'a jamais connu de parti communiste. Les tentatives de formations travaillistes ont toutes échoué et les grands mouvements nationalistes de la période de l'indépendance ont vite été remis en cause par la tentative de sécession du Biafra entre 1967 et 1970.

1. M.-A. Pérouse de Montclos, « Des transitions démocratiques dans l'impasse: vers un nouveau régime politique en Afrique subsaharienne ? », Ifri, *Études de l'Ifri*, mars 2010, disponible sur : <www.ifri.org>.

2. R. Bourne, « West Africa, 3 novembre 1951 », *Nigéria: A New History of a Turbulent Century*, Londres, Zed Books, 2015, p. 74.

Bien qu'il ait favorisé la construction d'identités régionales plutôt que d'un sentiment national, le legs colonial n'explique pas tout. Depuis 1999, les difficultés du Nigéria à consolider ses acquis démocratiques tiennent également à des facteurs systémiques, juridiques, économiques, sociaux et culturels tout à la fois. Le mode de redistribution de la rente pétrolière et le partage du pouvoir sur la base d'une rotation entre différentes zones géopolitiques mettent en évidence les limites d'un modèle fédéral qui, censé prévenir les tentations séparatistes, revient en fait à institutionnaliser et figer les particularismes régionaux. À l'exception de Lagos, l'administration territoriale de la plupart des 36 États du Nigéria est recrutée en privilégiant les « indigènes », et en excluant les « migrants » d'autres régions du pays, au risque de développer des formes de citoyenneté à plusieurs vitesses.

Pour satisfaire les revendications de leurs clientèles, les divers gouvernements militaires et civils au pouvoir depuis l'indépendance ont en fait créé une multitude d'entités administratives de plus en plus petites, quitte à s'engager dans une sorte de fuite en avant. Une telle fragmentation a renchéri les coûts de l'administration et compliqué la gestion du pays. Tandis que le nombre d'États fédérés est passé de 12 à 36 entre 1967 et 1996, le nombre de collectivités locales a, lui, littéralement explosé : de 301 en 1976 à 598 en 1992 et 774 en 1999³. La situation est apparue d'autant plus confuse que les gouverneurs d'États comme Lagos ont contesté les découpages administratifs du pouvoir central, et établi leurs propres municipalités hors de tout cadre constitutionnel, tandis que d'autres redessinaient des « aires de développement » à l'intérieur même des limites légales des collectivités locales.

On serait certes en peine de savoir si la structure fédérale du Nigéria a favorisé la récurrence de tensions communautaires ou si, au contraire, la multiplication des conflits a débouché sur des tentatives de décentralisation du gouvernement afin, précisément, de prévenir les violences. Sans doute un peu des deux. Il n'en demeure pas moins que le système politique nigérian a donné le sentiment de favoriser les particularismes régionaux. Au niveau national, c'est bien souvent l'armée qui a été présentée comme la seule institution dotée d'un esprit de corps : un argument qu'elle n'a évidemment pas manqué d'invoquer pour justifier ses coups d'État à répétition.

Le secteur privé n'est guère plus équilibré, concentré dans les zones économiquement utiles le long de la façade Atlantique, entre les gisements pétroliers du delta du Niger et le grand centre financier et industriel que

3. T. Mead, « Barriers to Local Government Capacity in Nigéria », *American Review of Public Administration*, vol. 26, n° 2, 1996, p. 159-73.

constitue la mégalopole de Lagos. Toutes proportions gardées, on circule assez peu à l'intérieur du pays. Seule une faible proportion de Nigériens a fait le pari de s'installer hors de sa région d'origine⁴. Le dynamisme des commerçants ibo, yorouba ou haoussa ne doit à cet égard pas leurrer : leur installation dans des sortes de ghettos urbains ne témoigne guère d'une mixité sociale. Dans la plupart des cas par exemple, les Nigériens préfèrent être enterrés au village. Typique de la force d'attraction de l'exode rural et de la ruée sur l'or noir, une grande ville comme Port Harcourt ne compte ainsi qu'un seul cimetière, de création coloniale. À l'échelle du Nigéria, les migrants haoussa sont souvent les seuls à se faire enterrer dans les régions où ils s'installent. Les autres « rapatrient » les cadavres au village pour fêter dignement le départ de leurs défunts.

Au-delà de l'ethnie et du déterminisme économique

La faiblesse du sentiment national ne tient pas seulement à des habitudes culturelles ou communautaires. On aurait tort de réduire les tensions politiques du Nigéria à un problème ethnique ou religieux opposant un Nord musulman à un Sud chrétien. Au-delà du cas de certains quartiers bien particuliers, l'urbanisation du pays revient en fait à brasser des populations de diverses origines. Il convient en outre de s'affranchir des représentations stéréotypées sur certains territoires sous-développés et prétendument condamnés à l'explosion sociale. De pair avec des retards gravissimes en matière d'éducation, les problèmes économiques du Nord à dominante musulmane, par exemple, doivent beaucoup à un relatif enclavement géographique, et à l'héritage du colonisateur britannique qui a surtout investi dans les régions côtières plutôt que sahéliennes.

Historiquement, il est frappant de constater qu'aucune zone du Nigéria n'a été épargnée par la violence. Au sortir de la guerre du Biafra dans le Sud-Est, le boom pétrolier des années 1970 s'est d'abord accompagné d'une explosion de la criminalité dans les grandes métropoles de la côte, là où se concentraient les ressources économiques du pays. Dans les années 2000 encore, Lagos et le delta du Niger étaient ravagés par les attaques de « milices ethniques ». Il a fallu attendre l'insurrection du groupe djihadiste Boko Haram, à partir de 2009, pour que les décideurs politiques commencent à tourner le regard vers les régions plus pauvres du Nord-Est, frontalières du lac Tchad. Depuis l'indépendance en 1960, on a ainsi assisté à l'éclosion de conflits de natures diverses dans des zones que caractérisaient tantôt l'abondance, tantôt la pénurie de ressources.

4. A. Adepoyu et A. Wiel, *Seeking Greener Pastures Abroad. A Migration Profile of Nigéria*, Ibadan, Safari Books, 2010.

Un tel constat devrait conduire les décideurs à se méfier de tout déterminisme économique et démographique pour comprendre les tensions actuelles du Nigéria. Très en vogue aujourd'hui pour expliquer la résurgence du djihadisme au Sahel, certaines théories malthusiennes ou matérialistes assignent en effet aux régions pauvres une plus grande propension à la violence. Les analyses économiques classiques, en particulier, cherchent à expliquer les conflits par les choix rationnels d'acteurs soucieux de maximiser leur profit. Elles tendent en conséquence à considérer que les pauvres seraient plus enclins à la violence car ils auraient moins à y perdre que les riches⁵. Mais elles sous-estiment l'importance des enjeux symboliques, et pas seulement matériels, qui peuvent conduire à des affrontements violents⁶. De plus, elles reviennent trop souvent à négliger la puissance des arrangements informels ou institutionnels, qui permettent de désamorcer les tensions en organisant un partage du pouvoir sur une base communautaire, quoi qu'il en soit par ailleurs des niveaux de pauvreté⁷.

À cet égard, le récit couramment fait des conflits de bétail au Nigéria est significatif des limites d'analyses simplifiant à outrance la complexité des affrontements. Très largement biaisé par des considérations politiques, il se focalise en l'occurrence sur la région du Plateau, dans la Middle Belt, et est repris par la communauté internationale et les médias. À leurs yeux, les violences opposant des éleveurs à des cultivateurs sont censées exprimer un choc civilisationnel entre musulmans sahéliens et chrétiens du Sud d'une part, et une problématique de raréfaction des ressources dans un contexte d'explosion démographique d'autre part. Il y a pourtant lieu de s'interroger sur la vision malthusienne de pareils conflits. Si l'on en croit des chiffres douteux et basés sur des projections à partir d'une enquête menée par le ministère de l'Agriculture en 1991, le cheptel nigérian serait passé de 13,9 à 19,5 millions de têtes entre 1992 et 2016⁸. Mais une telle progression est inférieure au rythme du croît démographique pendant une période presque deux fois plus courte, avec une augmentation de 89 à 140 millions d'habitants entre les recensements de 1991 et 2006. Cette mise en perspective relativise quelque peu l'idée d'une invasion de troupeaux qui seraient descendus du Sahel pour occuper les terres agricoles du Sud.

Il y a lieu de s'interroger sur la vision malthusienne des conflits

5. H. Neary, « A Comparison of Rent-Seeking Models and Economic Models Of Conflict », *Public Choice*, vol. 93, n° 3-4, 1997, p. 373-88.

6. C. Cramer, « Homo Economicus Goes to War: Methodological Individualism, Rational Choice and the Political Economy of War », *World Development*, vol. 30, n° 11, 2006, p. 1845-64.

7. L.-T. Vinson, *Religion, Violence, and Local Power-Sharing in Nigéria*, Cambridge, Cambridge University Press, 2017, p. 337.

8. M. Page, *Nigéria: What Everyone Needs to Know*, Oxford, Oxford University Press, 2017, p. 170.

De plus, il importe de prendre en compte les problèmes de gouvernance qui expliquent les conflits fonciers du monde rural, plutôt que de spéculer sur les prétendues infiltrations d'une cinquième colonne d'éleveurs peuls, et potentiellement djihadistes. Depuis la période coloniale, l'État n'a pas entretenu les couloirs de transhumance qui devaient permettre le passage du bétail sur pied vers les abattoirs des villes du sud, où se trouvent les grands réservoirs de consommation du Nigéria. Les itinéraires n'ont pas été bornés, des fonctionnaires véreux ont vendu des terrains illégalement, et des cultivateurs ont empiété sur les espaces prévus pour les troupeaux.

Il faut en outre signaler que l'essentiel du bétail est entre les mains d'agriculteurs sédentaires, et non de groupes pastoraux. Au-delà des climats de type confessionnel enfin, existent aussi des conflits entre cultivateurs et entre éleveurs. Les Peuls, par exemple, sont régulièrement victimes de vols de bétail commis tantôt par des Peuls, tantôt par d'autres communautés. Ils constituent des proies idéales pour les bandits armés car ils transportent leur argent en liquide quand ils reviennent des foires où ils vont vendre leurs bêtes. Il est aussi fréquent que leurs enfants soient kidnappés pour négocier le versement de rançons.

Les conflits du bétail, révélateurs du politique

Il serait donc bien réducteur de réduire les conflits de bétail à une opposition entre éleveurs musulmans et cultivateurs chrétiens. Les affrontements relatifs à la gestion des troupeaux sont fort anciens dans la région. Ils sont aujourd'hui plus visibles, car leur persistance permet de conspuer l'inaction du président sortant Muhammadu Buhari, lui-même peul et donc accusé par l'opposition et les lobbies chrétiens de collusion avec de pseudo-djihadistes. Une telle instrumentalisation politique de la question n'est d'ailleurs pas nouvelle. À l'approche des élections de 2015 déjà, le porte-parole du PDP à l'époque au pouvoir à Abuja, Olisa Metuh, avait comparé les membres de l'APC aux *janjaweed*, ces pasteurs qui avaient monté une milice chargée de réprimer les insurgés du Darfour pour le compte de la dictature islamiste au pouvoir à Khartoum⁹. Muhammadu Buhari, lui, avait été largement élu sur sa capacité à écraser Boko Haram.

Quatre ans après, les caciques chrétiens du PDP, désormais passés à l'opposition, ont repris leurs antennes pour accuser le président sortant de soutenir les attaques contre des fermiers. Leur discours peut en effet toucher un plus grand nombre d'électeurs. L'insurrection de Boko Haram, elle, concerne pour l'essentiel 3 des 36 États de la fédération nigériane : le Borno, le Yobe et

9. M. Bolaji, *On a Platter of Gold: How Jonathan Won and Lost Nigéria*, Lagos, Kachifo, 2017, p. 303.

l'Adamawa. Elle se déroule dans des régions pauvres et ne met pas en péril l'ensemble de l'économie du pays. En revanche, les conflits du bétail ont une ampleur nationale. Ils affectent le marché de la viande dans les métropoles de la côte, et ravagent des États aussi variés que le Plateau, le Taraba, le Nasarawa, la Bénoué, et jusqu'au Cross River sur la côte Atlantique¹⁰.

Ceci explique sans doute pourquoi l'opposition PDP a concentré en 2019 ses attaques contre l'APC en évoquant les conflits du bétail plutôt que l'incapacité du gouvernement à en finir avec l'insurrection de la mouvance Boko Haram¹¹. Il y aurait pourtant eu beaucoup à dire à ce sujet. Non seulement parce que les dispositifs législatifs et répressifs de lutte contre le terrorisme ont porté atteinte aux libertés individuelles et démocratiques, mais aussi parce que, quelques mois à peine après son élection en 2015, Muhammadu Buhari s'était imprudemment risqué à prétendre que le groupe était « techniquement défait ». On en est loin. S'ils ont reculé dans les marges frontalières du lac Tchad et des monts Mandara à la lisière du Cameroun, les insurgés n'ont pas rendu les armes, au contraire. Bien que les médias insistent sur les attentats-suicides et les attaques contre des civils, le groupe n'a en fait jamais cessé de s'en prendre à des cibles militaires, quoi qu'il en soit par ailleurs de l'allégeance d'une de ses factions à Daech début 2015. Rien qu'en 2018 par exemple, ses combattants ont tué plus de 800 militaires nigériens.

Boko Haram : un symbole de la faiblesse de l'État

En réclamant l'instauration d'une gouvernance islamique et en contestant le principe d'une démocratie parlementaire à l'occidentale, Boko Haram a mis en évidence la fragilité de l'État nigérian. Sur le plan sécuritaire, d'abord, le groupe a réussi à survivre dans les marges rurales du Borno et du Nord-Est parce qu'il y évoluait dans une situation de vide politique et que l'armée s'est avérée incapable de tenir le terrain et de protéger les civils. De nombreux rapports témoignent du sort misérable de soldats dont les vivres et les équipements ont été détournés par des officiers véreux. D'une manière générale, les équipements de l'armée sont dans un état déplorable¹².

10. P.-A. Olayoku, « Trends and Patterns of Cattle Grazing and Rural Violence in Nigéria (2006-2014) », in M.-A. Pérouse de Montclos, (dir.), *Violence in Nigéria: A Qualitative and Quantitative Analysis*, Ibadan, IFRA-Nigéria, Leiden, *African Studies Centre*, Waposo Series n° 3, 2016, p. 61-76.

11. On doit bien parler de « mouvance » tant le groupe s'est fragmenté. Aux dernières nouvelles, la faction affiliée à l'État islamique se serait elle-même divisée et son leader, Abu Mus'ab Al-Barnawi, aurait été remplacé par un certain Abu Abdullah Ibn Umar Al-Barnawi.

12. Lors d'une affaire retentissante, un dépôt de munitions avait ainsi explosé faute d'entretien et tué un bon millier de personnes en janvier 2002 à Ikeja, quartier populaire de Lagos. À l'époque, l'armée n'avait pas jugé utile de fournir explications ou excuses à la population, de même qu'elle n'a pas souhaité commenter ses abus et ses défaites dans la lutte contre Boko Haram. Voir M. Siollun, « Civil Military Affairs and Military Culture in Post-Transition Nigéria », in C. Levan et P. Ukata (dir.), *The Oxford Handbook of Nigerian Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2018, p. 275 ; F. Owolabi, « How Soldiers Fighting Boko Haram Beg for Food and Sleep in Classrooms », *The Cable*, 2018, disponible sur : <www.thecable.ng>.

Muhammadu Buhari n'a pas cherché à réformer une institution gangrenée par la corruption. En tant qu'ancien militaire, il n'entendait pas entacher la réputation de l'armée en punissant les officiers responsables d'exactions, à l'exception de ceux en poste avant son arrivée au pouvoir, tel le chef d'état-major du président Goodluck Jonathan, ou le maréchal Alex Sabundu Badeh, accusé d'avoir empoché des commissions de 20 millions de dollars sur des achats d'armes. En conséquence, les soldats déployés dans le Borno ont continué de tremper dans divers trafics. Ils ont racketté la population et malmené les civils, contribuant à leur manière à légitimer l'appel au djihad contre des troupes d'occupation impies. Déconsidérés par leur affairisme à Abuja, les officiers supérieurs n'ont guère été en mesure de réfréner les abus de leurs subalternes¹³. En effet, la chaîne de commandement de l'armée nigériane est très fragile, en dépit d'une structure centralisée qui réprime les initiatives locales par crainte, historiquement, d'un coup d'État mené par de jeunes sous-officiers.

La gestion de la crise humanitaire dans le Borno et le nord-est a été tout aussi significative de l'impuissance de Muhammadu Buhari. En dépit de sa réputation d'intégrité personnelle, celui-ci n'a pas réussi à éviter les détournements massifs de l'assistance internationale¹⁴. Soucieux de conforter l'idée d'une normalisation de la situation, il a précipité le rapatriement de réfugiés dont le retour ne fut pas toujours volontaire, loin de là. De plus, il a prétendu que l'heure était désormais

Les bailleurs de fonds internationaux n'ont pas été dupes

à la reconstruction – moyen, aussi, de mettre la main sur une aide au développement dont les budgets étaient plus importants et plus ciblés en faveur des États que les programmes d'urgence mis en œuvre par les organisations non gouvernementales (ONG) privées. Les bailleurs de fonds internationaux, eux, n'ont pas été dupes. Ils ont estimé que, riche de son pétrole, le Nigéria avait en théorie les moyens de subvenir aux besoins de ses populations nécessiteuses. Nationaliste et rétif à toute ingérence, le gouvernement de Muhammadu Buhari n'a pas non plus facilité les choses, l'armée ayant souvent interdit aux humanitaires l'accès au Borno rural. Considéré comme un partenaire difficile, profondément corrompu et

13. En 2014 déjà, le président Goodluck Jonathan avait dû annuler un voyage officiel à Maiduguri, officiellement à cause des risques d'attaques de Boko Haram, en réalité par crainte de mutineries alors que des soldats venaient de se rebeller contre leurs officiers supérieurs. M. Bolaji, *On a Platter of Gold: How Jonathan Won and Lost Nigeria*, op.cit., p. 210.

14. M.-A. Pérouse de Montclos, «Le Nigéria, Boko Haram et la crise migratoire», *Outre-Terre*, n° 53, 2017, p. 174-189 ; G. Magrin et M.-A. Pérouse de Montclos (dir.), *Crise et développement : la région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram*, Paris, AFD, 2018.

largement responsable de la crise, le Nigéria a donc bénéficié dans la zone d'une aide par habitant qui, toutes proportions gardées, fut bien moindre qu'au Niger et au Cameroun.

À sa manière, la crise de Boko Haram a donc révélé toutes les faiblesses d'un régime civil qui, héritant de plusieurs décennies de dictature militaire, s'est avéré incapable de protéger la population et de réguler les conflits autrement que par une répression brutale, aveugle et souvent contreproductive. L'exécution extrajudiciaire, par la police nigériane, du fondateur de la secte djihadiste Mohamed Yusuf a, par exemple, été déterminante pour expliquer le basculement du groupe dans la violence terroriste à partir de 2009. La référence au pouvoir de transformation d'un islam révolutionnaire, et à la charia comme instrument de justice sociale, constitue pourtant un mode de protestation assez habituel dans le nord à dominante musulmane du Nigéria. Historiquement, de nombreux courants réformistes ont contesté l'impiété et la corruption de la classe dirigeante au nom de doctrines issues tantôt du soufisme au XIX^e siècle, tantôt du salafisme aujourd'hui¹⁵. Souvent, les tensions qui en ont résulté ont donné lieu à des violences.

De ce point de vue, les gouvernements de la IV^e République n'ont pas vraiment démontré leur aptitude à régler les conflits plus pacifiquement que les juntas militaires au pouvoir avant 1999. Au contraire, les massacres de chiites commis par l'armée nigériane depuis 2015 pourraient déboucher à leur tour sur l'ouverture d'un second front djihadiste, cette fois dans le Nord-Ouest. Comme pour les conflits du bétail, la crise de Boko Haram a en outre exacerbé les représentations négatives et stéréotypées des identités ethniques et confessionnelles dans un Nord « musulman », « obscurantiste » et « terroriste » – nouveau terme employé pour désigner les extrémistes du djihad. Il y a là une certaine ironie car, jusqu'à la fin des années 2000, c'étaient surtout les régions côtières du Sud qui symbolisaient la violence du pays le plus peuplé d'Afrique.

Le moment de la guerre du Biafra (1967-1970), en particulier, invite à renverser les perspectives. À l'époque, les militaires étaient au pouvoir et les sécessionnistes du sud-est étaient qualifiés de « terroristes » car ils posaient des bombes dans les hôtels de Lagos. De même, au Cameroun, dont la partie anglophone avait été gérée par le Nigéria avant l'indépendance, les rebelles

15. Depuis l'ère coloniale, les grandes confréries soufies de l'Afrique de l'Ouest se sont certes assagies. Elles n'en continuent pas moins à jouer un rôle important dans la contestation des injustices sociales. Sous la houlette d'un certain Yahaya Ibrahim, on a ainsi vu émerger en 2017 dans l'État de l'Adamawa, voisin du Borno, une secte dissidente de la confrérie Tidjaniyya : Hakika, qui connaît des prolongements jusque dans le Nasarawa et professe un discours très radical contre l'impiété des autorités.

de l'Union des populations du Cameroun (UPC) agissaient surtout dans le sud du pays, et étaient présentés comme des agitateurs communistes et terroristes¹⁶. Les régions Nord du Nigéria et du Cameroun, en revanche, paraissaient beaucoup plus paisibles, car sous-développés et épargnés par les troubles d'une modernité importée du monde occidental.

Civils et militaires unis par la corruption

Rétrospectivement, il faut ainsi modérer la perception d'un Nigéria promis à l'implosion dès lors qu'il ne serait plus tenu par des militaires. Depuis 1999, le jeu de la compétition électorale dans un système parlementaire a rendu plus visibles des conflits comme, par exemple, les affrontements autour des éleveurs de bétail, ceci afin de discréditer le gouvernement de Muhammadu Buhari à Abuja. Mais les juntes militaires ne géraient pas mieux les tensions sociales et politiques d'un pays gigantesque. Pour imparfaite qu'elle soit, la lente démocratisation du Nigéria témoigne plutôt de la trajectoire heurtée d'une puissance en devenir.

Il en va de même pour la lutte contre la corruption. La culture du secret a en partie protégé du scandale les juntes militaires, en comparaison des régimes parlementaires où l'opposition pouvait plus aisément mettre en évidence la prévarication des membres du gouvernement. D'après certains sondages, réalisés à partir d'échantillons représentatifs de 10 000 personnes, une majorité de la population nigériane pense ainsi que la corruption a augmenté depuis le retour des civils au pouvoir¹⁷. Plutôt basé sur le ressenti des milieux d'affaires, l'index de Transparency International arrivait pourtant à une conclusion inverse, relevant une amélioration de la situation après que le président d'honneur de l'ONG, Olusegun Obasanjo, eut été élu en 1999 à la tête du pays.

Il est en fait difficile de trancher, au vu de la difficulté à mesurer l'étendue de la corruption. Une chose est sûre : il n'est pas du tout évident que les régimes militaires aient été plus intègres que les civils – au contraire. À l'abri des regards indiscrets, les juntes des généraux Ibrahim Bangida puis Sani Abacha ont littéralement pillé le pays dans

16. T. Bah et G. Taguem, «Les élites musulmanes et la politique au Cameroun sous administration française, 1945-1960», in J. Boutrais (dir.), *Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun)*, Paris, ORSTOM, 1993, p. 129.

17. Ils étaient 63 % à penser ainsi en 2006, et jusqu'à 78 % en 2005, d'après les études de la Fondation CLEEN (Centre for Law Enforcement Education in Nigéria). Voir *This Day* 13 juin 2006, p. 2 ; A. Etannibi, E. Igbo et C. Nnorom, «Criminal Victimization, Safety And Policing In Nigéria : 2005», Lagos, CLEEN Foundation, Monograph Study n° 3, 2006 p. 25 ; Alemika, A. Etannibi et I. Chukwuma, «Criminal Victimization, Safety And Policing In Nigéria : 2006», Lagos, CLEEN Foundation, Monograph Study, n° 3, 2007, p. 35.

les années 1980 et 1990. Leur mainmise sur les ressources économiques et pétrolières du Nigéria a constitué, selon une formule en vogue à l'époque, le stade ultime des crimes qualifiés juridiquement de « vol à main armée » (*armed robbery*), jeu de mots ironique en référence au « vol de l'armée » (*army robbery*)¹⁸.

Le discours anti-corruption des militaires, en uniforme ou à la retraite, ne doit pas tromper à cet égard. Lors du premier coup d'État de 1966, l'armée prétendait déjà remettre de l'ordre dans les comptes de la nation. Durant la Première République, les leaders des principaux partis avaient en effet été accusés de diverses malversations sans jamais être condamnés à la prison, tout au moins pour corruption. En pays yorouba, au Sud-Ouest, Obafemi Awolowo avait été jugé en vain en 1962 pour des irrégularités financières. En pays ibo, au Sud-Est, le premier président du Nigéria à l'indépendance, Nnamdi Azikiwe, avait lui été condamné pour fraude en 1956. Quant au leader des Haoussa-Peuls, Ahmadu Bello, il fut assassiné par des soldats en 1966, avant que le gouvernement fédéral ne juge utile d'enquêter sur sa gestion de l'Agence de développement de la Région Nord¹⁹.

Dans un tel contexte, les militaires eurent beau jeu de se présenter comme les chantres de la lutte anti-corruption, par exemple avec l'opération «Purge» (*Operation Purge the Nation*) de Murtala Muhammad en 1975, ou la «Guerre contre l'indiscipline» (*War Against Indiscipline*) de Muhammadu Buhari en 1984. En 2015, ce dernier fut en grande partie élu grâce à la réputation d'intégrité alors acquise. Mais il a beaucoup déçu. Ancien militaire habitué à user de la force, il ne maîtrisait guère les subtilités du système judiciaire, et a surtout dirigé ses attaques contre l'entourage de son prédécesseur Goodluck Jonathan. Ainsi les populations vivant du delta du Niger, devenu fief PDP de l'opposition à l'APC, furent les premières à estimer que la situation avait empiré, et que le gouvernement était totalement incapable d'endiguer la corruption, tout au moins si l'on en croit des études menées par les Nations unies en 2016²⁰.

18. O. Segun, «Corruption in Nigéria: Historical Perspectives», *Review of African Political Economy*, vol. 23, n° 69, 1996, p. 383.

19. La Northern Region Development Corporation, en l'occurrence, avait établi en 1959 une Banque du Nord, la Bank of the North, en partenariat avec des commerçants libanais. Celle-ci concéda des prêts mal garantis aux amis du pouvoir, et frôla la banqueroute avant de devoir fusionner avec des banques commerciales privées pour former l'Unity Bank of Nigéria en 2005. Arrêté pour fraude en 2004, son directeur Alhaji Shettima Bulama fut condamné en 2007 à six mois de prison, ou à payer une légère amende. Il choisit évidemment la deuxième option et, une fois libéré, fut gracié par le président Goodluck Jonathan. Voir «Corruption and Poverty In Nigéria», Abuja, ActionAid, 2015, p. 36.

20. UNODC, «Corruption in Nigéria. Bribery: Public Experience and Response, Vienne, United Nations Office on Drugs and Crime», 2017, p. 21, disponible sur : <www.nigeriawatch.org>.

Le constat était moins sévère au Nord-Est, bastion des fidèles de Muhammadu Buhari. Il n'en reste pas moins que, là aussi, la politique a continué de rimer avec affairisme, bassesse et corruption, un phénomène désigné sous le terme péjoratif de *siyasa* en haoussa²¹. Originaire du Nord-Est, le principal opposant de Muhammadu Buhari en 2019, Atiku Abubakar, a lui-même contribué à entretenir ce sentiment. Ayant acquis la réputation de s'être enrichi frauduleusement du temps où il dirigeait le service des douanes à Lagos, il a déclaré que s'il était élu, il serait prêt à amnistier les édiles véreux pour peu qu'ils acceptent de restituer à l'État une partie de ce qu'ils avaient volé²². Il n'a cependant pas été battu pour cette raison. Au contraire, la perspective d'une redistribution clientéliste et informelle de la rente pétrolière a pu jouer en sa faveur. La démocratisation du Nigéria sera, décidément, un long chemin semé d'embûches.

PE

Mots clés

Nigéria
Élections
Afrique
Boko Haram

21. K. Matthias, «Farming the Frontier - Hausa Migrants and the Politics of Belonging on the Former Lake Floor of Lake Chad (Nigéria)», in K. Matthias et P. Editha (dir.), *Living with the Lake. Perspectives on History, Culture and Economy of Lake Chad*, Cologne, Rüdiger Köppe, 2004, p. 277.

22. «Atiku Abubakar Proposes Amnesty for Corruption Suspects in Nigéria», *Africa News*, 31 janvier 2019, disponible sur : <www.africanews.com>.